

Chapitre 2

Normes, valeurs et développement*

Le drame de chaque peuple est essentiellement celui de sa civilisation

M. Bennabi

Introduction

Lorsque j'ai reçu l'invitation pour participer à ce colloque portant sur la « transition chaotique », je me suis demandée de quelle « transition » il fallait parler. S'agissait-il de faire le « bilan » des dernières décennies en matière de politique de développement ? S'agissait-il, au contraire, de mesurer et d'évaluer l'impact et les conséquences des politiques d'ajustement structurel, nouvelles versions des politiques économiques ? Or, s'il est vrai que les chaos économique et politique se sont multipliés à travers le monde et pour chacun des pays considérés isolément, il est non moins vrai qu'ils n'ont pas l'air de se résorber, qu'on ne voit pas encore poindre à l'horizon de solution. Compte tenu des rubriques proposées, j'ai proposé cette communication intitulée de façon très large « normes, valeurs et développement » dont j'avais esquissé les linéaments pour une intervention portant sur le « changement social »... Je me suis rendue compte, en effet, que ce dont je voulais parler relevait en fait de la même problématique, même si le titre en était plus explicite. Cela m'obligeait en quelque sorte à être plus précise, plus orientée dans ma réflexion mais, en même temps, cela m'amenait à parler de deux problèmes explosifs en essayant toutefois de garder l'essentiel de mon propos initial. J'avais alors l'impression de poser quelques jalons nécessaires à la compréhension de la « transition » dans les pays arabo-musulmans, compte tenu des secousses qui les agitent.

* Texte publié dans « La transition cahotique », CEDIMES (Claude Alhaghi), Librairie de droit et jurisprudence (Alger 1988).

Je vais donc essayer de poser le problème du rapport de l'économique, des pratiques économiques et, de façon plus large, des pratiques du développement à celui des normes et valeurs auxquels on peut, en première approximation réduire celui des lectures de l'Islam dans un contexte de transition chaotique.

Pratiques économiques, pratiques de développement, normes et valeurs

Les deux pôles de notre interrogation renvoient à de graves problèmes. Cependant, si les uns relèvent du jugement de l'économiste et peuvent être quantifiés, les autres relèvent du philosophe et/ou du métaphysicien, voire du moraliste. Sont-ils pour autant complètement indépendants, étanches les uns aux autres ?

Rien ne serait plus faux que de croire cela, car il faut affirmer fortement que les pays arabo-musulmans ont aussi un champ de l'Economique, un champ du Politique, un champ du Philosophique et du Métaphysique... qu'il est nécessaire de distinguer clairement, qu'il est dangereux de confondre sous peine de totalitarisme aveugle et, surtout, d'inefficience totale dans tous les domaines. On ne peut, cependant, les dissocier totalement et considérer qu'ils n'ont aucun lien entre eux.

On ne peut réduire l'Economique à la froide mécanique des quantités globales, encore moins à la belle simplicité des algorithmes et modèles mathématiques qui en arrivent parfois à évacuer l'économie elle-même, et ne déroulent que leurs propres logiques...

On ne peut, non plus, prétendre que l'*Homo-economicus* tel que conçu et présenté par les néo-classiques soit la norme et le modèle d'homme qu'il faille proposer à l'humanité musulmane. Il ne représente, ni ne traduit tout l'homme, n'importe quel homme, à fortiori s'il est de culture arabo-musulmane...

Il en est de même des politiques économiques qui raisonnent uniquement en termes de flux physiques (de machines ou de biens d'équipement, de biens de consommation à importer) ou uniquement, en termes de flux monétaires (masse monétaire bien sûr, mais aussi « capitaux », « revenus », « intérêt »). On ne peut dire qu'elles soient les plus propres à promouvoir le développement en particulier dans des aires civilisationnelles différentes de celles qui ont vu naître le « développement » sous sa forme capitaliste. Elles ont démontré leur incapacité à le faire.

En effet, le développement ne peut résulter que de la symbiose réussie, que de l'articulation synergique des pratiques économiques aux normes et valeurs d'un pays ou d'un groupe de pays particuliers. En ce qui concerne les pays arabo-musulmans, leur forme de développement reste peut-être encore à être inventée ? normes et valeurs concernent une civilisation déterminée et en l'occurrence l'Islam

réel de pays réels au contact et sous le choc d'une civilisation particulière, la civilisation occidentale, certes plus expansive mais aussi plus destructrice et qui a profondément marqué, voire déstructuré, de fond en comble, tant leurs économies que leurs sociétés.

Il y a là, c'est évident, un rapport d'inclusion ou de connexion entre les deux termes : l'économique et le culturel.

Cependant, s'il faut lutter avec force contre l'inversion tragique qui fait primer les « choses » sur les hommes, qui prétend que l'économiste n'a pas à se poser ni à poser le problème des fins, il faut, avec non moins de vigueur, affirmer la spécificité, le champ particulier de l'Économique – y compris dans les pays de civilisation arabo-musulmane – parce que ce dernier n'en obéit pas moins à quelques lois de portée générale, à quelques nécessités et à quelques contraintes où la religion, fût-ce l'« Islam » encore moins l'islamisme n'a rien à voir. Les grandes périodes de civilisation musulmane avaient leur forme de « laïcité » propre sans que le terme, actuellement extrêmement connoté par son aspect militant, voire « athée », soit utilisé.

Tout ramener au Coran, vouloir y trouver toutes les réponses à tous les problèmes de la vie et de la société, vouloir en faire aussi un traité de politique, un traité d'économie etc, c'est finalement le ramener à quelque chose d'étriqué... Il est plus grand, il est plus fort mais il est autre chose ! C'est une fuite devant toute forme de réflexion, un refus de voir et d'analyser la réalité avec des concepts et des catégories analytiques pertinentes que de vouloir y trouver un catalogue de recettes toutes prêtes.

Les pratiques du développement nous renvoient en fait aux pratiques économiques que l'on peut définir de façon primordiale comme la mise en place, la transformation, la modification de l'ensemble des activités humaines ayant comme but explicite de satisfaire les besoins des hommes par transformation de la nature (et donc de ses produits).

Cela concerne donc l'ensemble des activités et des pratiques de gestion macro-sociale des ressources utiles et rares. C'est dans le sens de l'orientation, de la finalisation de ces activités que peut intervenir une « bonne » lecture de l'Islam pour libérer, voire catalyser les énergies productives des hommes et des femmes issus de la culture musulmane (ou de ce qu'il en reste...).

Si les ressources de la nature se présentaient à nous, sous des formes directement aptes à satisfaire nos besoins, nulle nécessité de politiques de développement ou de politiques économiques tout court.

Même s'il est vrai, par ailleurs que le « développement » en tant qu'activité économique ne constitue que cette partie de l'activité humaine par laquelle « les hommes luttent pour réduire l'inadaptation de la nature à leurs besoins » (Guitton), la manière dont ils organisent cette lutte, les stratégies individuelles et collectives qu'ils mettent

en place, compte tenu des ressources naturelles dont ils disposent, peuvent alors diverger grandement. Ce qui compte, c'est le résultat tangible, c'est la réussite : ce sont les résultats chiffrables et mesurables des activités de production (agricole, industrielle, de services...) des mécanismes de répartition des richesses créées, des mécanismes de distribution et de consommation. Bref, tout ce qui constitue le substrat matériel de la vie des hommes en société, tant sur le plan individuel, que collectif (biens collectifs). Cela ne peut toutefois se confondre avec l'ensemble des conduites ou des préoccupations des hommes.

La production, la répartition et la consommation des richesses, même quand elles se font de façon satisfaisante, n'épuisent point l'homme. Les hommes sont aussi impulsés par d'autres ressorts qui expliquent d'autres conduites, d'autres préoccupations qui relèvent de convictions : philosophiques, idéologiques, religieuses...

Rien n'est plus faux, cependant, que de croire que les Musulmans actuels sont actionnés exclusivement par ces derniers. Même si on peut dire que de façon plus large, ils en sont plus profondément affectés, ils y trouvent des raisons de vivre, et parfois de mourir (malheureusement trop souvent ces dernières années). A l'instar de tous les hommes, c'est à partir d'un ensemble de normes et valeurs qu'ils se définissent et posent leur identité individuelle et collective. C'est un problème crucial à l'heure actuelle, qui est de ce point de vue, une période de transition chaotique : c'est qu'il n'existe nulle part une lecture, et une seule de l'Islam (et c'est tant mieux) et que les positions radicales par leur extrémisme même, poussent, ou devraient pousser, à la réflexion et à l'action les autres Musulmans c'est-à-dire les hommes et les femmes issus de substrats culturels musulmans, qu'ils soient pratiquants ou non.

L'économie, les pratiques économiques ne représentent qu'une partie des préoccupations et des activités humaines, ne constituent qu'un palier, qu'une sphère englobée dans quelque chose de plus large et de plus général qui définit l'humain et ses activités, l'humain et ses valeurs.

Il y a rapport d'inclusion, il y a rapport d'interface certes, mais il n'y a pas, il ne peut y avoir de confusion, comme semble vouloir l'accréditer une certaine lecture du Coran, à qui on veut faire dire plus ou moins, que ce qu'il dit. En fait, c'est pour éluder les vraies questions de fonctionnement et de la nature du Politique et de l'Economique, que l'on instrumentalise l'Islam.

Ce qui se passe dans l'une des sphères, concerne nécessairement l'autre ou toutes les autres, mais chacune conserve sa spécificité, sa logique propre de fonctionnement. L'économie a sa logique propre – y compris dans chaque pays arabo-musulman - qui n'est certes pas, celle postulée par certains manuels économiques mais qui n'en est pas moins motivée par des comportements humains face à des contraintes terrestres, et les vrais Musulmans le savent bien, qui vivent

les soubresauts violents de leurs sociétés et font bien la différence entre le monde d'ici bas (Dounya) de ses contraintes et/ ou nécessités et le monde de l'Au delà (Al Akhira) et de ses exigences, d'ordre moral et spirituel.

Les tenants actuels d'un islamisme radical qui récusent une telle séparation (différenciation) – ne visent que la conquête du pouvoir- en soi et pour soi. Ils versent alors dans une nouvelle version d'un populisme, plus violent, plus radical, plus extrémiste que les populismes de gauche qui les ont précédés. Visent-ils pour autant le développement ? Visent-ils pour autant un meilleur développement ? Une plus grande justice sociale ? La réactivation de certaines des normes et valeurs de l'Islam en vue du développement ne peut être assimilée à la thèse : « l'Islam est la solution ». Au contraire, elle constitue une « Fitna », au sens plein du terme, qui atteint certains pays musulmans et qui, en même temps, ne propose que le conformisme le plus strict et le plus béat de la pratique religieuse la plus ritualiste, la plus paralysante, la plus ankylosante qui soit.

Dans le sens inverse, un système économique n'est viable, ne se maintient et ne produit le développement que lorsqu'il est connecté avec un système de normes et valeurs, un ensemble de comportements propres à lui assurer l'efficacité maximum, mais aussi sa finalité. A condition que l'on ne raisonne pas uniquement en termes de valeurs marchandes et que l'on ne comptabilise pas uniquement les produits qui passent par le marché, à condition donc que l'on prenne en compte d'autres dimensions de la vie, d'autres instruments de mesure...

L'économie, c'est entendu, ne peut trouver en elle même ses propres fins. Elle est « informée »¹ par un système de valeurs qui lui donnent un sens. Il n'en demeure pas moins qu'il faille l'organiser de façon à ce qu'elle réponde, au moins, aux besoins élémentaires des hommes, qu'elle n'aboutisse pas aux multiples formes de gaspillages et de dépendances. La dépendance alimentaire en étant la plus choquante et la plus grave.

A quoi servent les politiques de « développement ? » si, en fin de course, elles produisent plus de « sous-développement » ! A quoi sert la multiplication des écoles, des lycées et des universités, si elle n'est pas articulée aux politiques sectorielles : industrielle, agricole, culturelle... , si elle produit des diplômés chômeurs et pendant que manquent cruellement sur le marché les compétences manuelles et si le travail productif n'est pas suffisamment valorisé ? Le développement commence par la formation d'une bonne main-d'œuvre. L'économie est multidimensionnelle, parce que l'activité économique appartient aussi à la sphère socioculturelle. A quoi bon aussi toutes ces institutions éducatives et universitaires si elles ne produisent pas les élites nécessaires à la conduite d'une modernisation réussie car endogénéisée ?

Elle ne peut se finaliser par elle même, parce que la justification des décisions que l'on prend en son nom ne peut être légitimée que par les besoins et les aspirations des hommes. Or, ces décisions se fondent en dernier ressort sur des valeurs.

La prétention à l'objectivité et à la neutralité des économistes dans les pays développés escamote le fait que les décisions, les choix, les actes humains reposent sur un système de valeurs. Cette prétention à l'objectivité, repose finalement sur la pure acceptation des valeurs dominantes « présentées comme *neutres, objectives et universelles* alors qu'elles ne sont que celles d'une société à un moment donné » (R. Passet). L'analyse économique, et donc, les « lois » qu'elle énonce et les résultats qu'elle promet, s'appuient sur des hypothèses de comportement social non explicitées. Le jour où l'on tirera toutes les conséquences logiques de cette proposition, l'analyse des problèmes de « développement » économique sera beaucoup plus aisée. En effet, le jour où un pays arrivera à prendre de la « distance » par rapport aux pays capitalistes développés, le jour où il arrivera à mettre au service de son développement économique, son propre système de normes et valeurs, ce jour là c'est un pays développé qui naîtra. L'exemple du Japon, longtemps unique, vient de se démultiplier en Asie du sud-est. L'administration de la preuve, de la possibilité du développement dans des aires culturelles et civilisationnelles différentes de celles de l'Europe judéo-chrétienne, atténue le désespoir que l'on peut ressentir, face à la somme et à l'importance des échecs subis par ailleurs ...

Les graves crises économiques et sociales que traversent nos pays, sont dues aux échecs, et/ou aux conséquences des politiques « développementistes » menées depuis quelques décennies, qu'elles furent ou non, basées sur une tentative de meilleure captation de la rente minière (hydrocarbures en particulier) et/ou des tentatives de modification des termes de l'échange, de façon à ce qu'ils ne soient pas trop asymétriques et, au détriment, des pays producteurs de matières premières, de façon plus large.

Et pourtant certaines étaient « grosses » de promesses. L'acquisition d'usines « clef en main » de façon trop systématique n'a pas été propice au déclenchement de processus d'industrialisation endogènes. La crise permettra-t-elle d'inventer les solutions efficaces que les aisances financières n'ont pas permises ? Poussera-t-elle à mieux utiliser les appareils de production en place ? Fera-t-elle pression pour que les problèmes d'intégration régionale ne soient plus posés en termes émotionnels, de façon superficielle et sans aucune prise sur les réalités ?

Les politiques agricoles en général n'ont pas été plus heureuses dans leurs résultats. L'aggravation de la dépendance alimentaire pour beaucoup de nos pays qui « mangent leur pétrole » quand ils en ont, et parfois beaucoup plus, est patente. Toutes ces politiques de « développement » ont entraîné aussi de forts endettements malgré de bons départs pour certaines.

Il est évident que des analyses strictement « économiques », pour nécessaires qu'elles soient, ne seraient, à elles seules pas suffisantes pour expliquer tous les ratages enregistrés.

Toutes semblent avoir conforté ou produit des clivages et des différenciations sociales violentes dont on ne sait ce dont elles sont porteuses. Les dérèglements des pouvoirs politiques et des administrations, sont monnaie courante. En effet, le plus souvent, les pouvoirs politiques en place ont eu plus tendance à s'accaparer et à dilapider les différentes formes de richesses existantes qu'à les organiser en vue d'un développement durable et véritable, non porteur d'ostracisme(s) de larges couches sociales, non porteur de dépendances multiples.

Au contraire, les différentes formes de populisme, de laxisme, de « démonstratisme » ont tendu à lancer les différentes fractions de la population dans des courses à la consommation plus qu'à la production, aux consommations de biens qu'on ne sait pas, ou que l'on ne sait plus produire, d'où des « balances-apprentissages » et des « balances-productions » trop déficitaires, des productivités trop faibles (et donc absence de compétitivité) et un appauvrissement culturel sans précédent, au sens anthropologique, surtout, mais aussi au sens courant du terme.

On a eu trop tendance à dissocier les consommations des capacités productives des pays, du travail fourni. L'accumulation de biens, importés, de préférence, devient le « Signe » par excellence du statut social. Ce qui ne va pas sans problèmes majeurs au niveau des balances commerciales, des balances de paiement, de la représentation que l'on a de soi-même et donc de l'imaginaire individuel et collectif.

On assiste alors, à une démultiplication des problèmes économiques, sociaux et politiques dont les dimensions ne sont pas de surcroît purement internes. L'exploitation des frustrations nées de la crise à des fins politiciennes, à travers l'instrumentalisation de l'Islam, s'est accompagnée de la récusation en bloc de toutes les avancées modernisantes mais n'a pas proposé de solution(s) alternative(s) crédible(s).

Par ailleurs, le monde développé qui impulse l'économie mondiale, qui impose normes et standards, règles et modalités de l'échange international a complètement inversé l'ordre des choses et tente, sous des formes renouvelées, d'imposer, y compris par la force, des règles du jeu qui ne sont bénéfiques qu'à sa propre croissance économique. Un nouvel ordre économique mondial était dans la décennie 1970, l'espérance pour les pays du Sud, de la mise en place de règles moins inévitables sur le plan international suite à la division du travail et aux spécialisations internationales imposées par les colonisations occidentales du XVIe au XIXe siècle.

D'où des drames sans fin, à son niveau mais plus encore au niveau des pays soumis, d'une façon ou d'une autre, à sa domination, lorsqu'ils achètent leurs matières premières ou leurs produits à bas prix, alors qu'ils les vendent, au prix le plus fort, ses propres produits.

Lorsqu'ils « s'arrangent » par des règles financières et bancaires iniques, à gonfler démesurément la dette des pays qui ont eu l'imprudence de croire à l'opérationnalité de la croissance financée par de l'épargne extérieure, et à qui on impose de surcroît de plus grandes règles de libéralisme et d'ouverture aux produits de l'extérieur, alors qu'ils ont des problèmes de balance commerciale et des problèmes de balance de paiements aigus. Lorsqu'il ajoute aux chaos provoqués par les colonisations et les décolonisations brutales, les rigueurs de politiques dites d'ajustement structurel, c'est-à-dire qu'il leur enlève toute possibilité de reconstruire leur propre cohérence économique à partir d'un minimum de contrôle de leurs flux externes. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les tentatives de contrôle intégral) de toute l'économie, à travers les procédures planificatrices, (en fait bureaucratiques) aient donné tous les résultats escomptés.

De plus, quelles que soient les ressources extérieures dont peut bénéficier un pays : concours extérieurs, mobilisation d'une rente minière, emprunt, etc., cela ne le dispense pas de l'effort de construction de l'économie nationale, de l'accumulation à partir de moyens internes, c'est à dire de la nécessité de dégager un surplus de type interne qui doit être réaffecté, de période en période, de façon productive, et non utilisé à créer des habitudes stables de consommation et de gaspillages, n'ayant aucune commune mesure, aucun rapport avec l'effort productif national. Il faut donc qu'un surplus (bénéfices, profits, cash flow, etc) soit dégagé et qu'il soit réinvesti, judicieusement, de période en période. Ceci pose le problème des couches sociales qui, au niveau du secteur public, mais de plus en plus au niveau du secteur privé, disposent du « surplus » et de son affectation, ou en d'autres termes et avec la mise en place de l'économie de marché, de couches « entrepreneuriales » c'est-à-dire de la naissance d'une véritable « bourgeoisie » capable de mener le développement (de l'inventer...) et le progrès social et économique par opposition aux couches parasitaires qui vivent de l'« import-export »²

Cela pose un problème d'élévation régulière, constante et suffisante du niveau de productivité du travail (industriel, agricole et de services) et donc l'efficacité de l'utilisation des moyens et des facteurs de production disponibles.

Coran et enjeux de lecture

La confusion « paradoxale » du Religieux et du Politique, voire de l'Economique n'est pas le propre de l'Islam, même si les Musulmans semblent, actuellement, incapables de la dépasser. Elle a aussi longtemps marqué la Chrétienté sous la forme du problème de la séparation du temporel et du spirituel. Cette dernière, ne s'est pas faite aussi aisément qu'on semble le croire. Elle n'est pas une caractéristique propre à la chrétienté. Elle a failli se produire beaucoup plus tôt en Islam avec les Mu'tazilites en particulier. (Les rationalistes de la pensée musulmane). On peut même dire qu'elle a existé à certaines périodes de façon

implicite, différente en tout cas de celle qui a prévalu en Europe, en France en particulier. L'Islam sunnite n'a pas bien connu l'Eglise.

« Cette confusion » du temporel et du spirituel a d'abord fait, dans l'ordre du politique, le jeu des pouvoirs en place qui, du temps des premiers khalifes Omeyyades jusqu'aux derniers khalifes ottomans, prétendaient être les Vicaires de Dieu sur terre tout en se comportant, souvent, comme le dernier des humains ou tout simplement comme des gouvernants souvent, en parfaits despotes. Rien à voir le plus souvent avec la Judicature suprême que certains des Khalifes, les premiers dits *Errachidoune* mais aussi bien d'autres, au contraire, ont porté à des sommets. L'histoire des pays « musulmans », loin d'être, comme on se plaît trop souvent à le dire, une longue suite uniquement de conflits religieux est, en fait, une histoire où les conflits politiques et économiques prennent une coloration ou mieux une expression et une phraséologie religieuse. Les mouvements islamistes actuels ne semblent pas échapper à la règle. Ils deviennent dangereux avec leurs discours clos de volonté de restauration de « l'orthodoxie » la plus vulgaire. Le fait de prendre les femmes, en particulier celles qui travaillent, comme boucs émissaires nous semble être le reflet de leur incapacité à penser et à poser en des termes pertinents, les nouveaux et véritables problèmes de nos sociétés qu'ils soient d'ordre politique, économique et/ou religieux et qui sont les résultats « d'échecs » sociétaux.

Le point de départ, il faut bien le dire, est la thèse largement répandue, la moins discutée, celle du Coran incréé, du Coran, parole de Dieu... (Ce n'est pas la thèse en elle-même que nous récusons mais l'utilisation abusive qui en est faite) alors que toutes les Ecritures antérieures, auraient été soumises à « Tahrif », à altération, et donc qu'elles seraient « corrompues » (Muharrifa). D'où, au delà de l'autosatisfaction béate que ce type d'attitude entraîne, la prétention exorbitante de certains de s'appuyer directement sur la parole de Dieu pour dicter leurs comportements à tous les Musulmans. Non seulement pour gérer leur conscience (alors que rien dans Le Coran lui même ne les y autorise) mais encore pour « résoudre » miraculeusement tous les problèmes liés au déroulement de l'activité et de la vie humaine ici-bas.

Or, et sur le simple plan linguistique, un penseur comme M. Arkoun démontre qu'il y a grammaticalement plusieurs lectures possibles d'un même texte, à partir d'une graphie arabe reproduite sans les vocalises et les points diacritiques. Les voyelles arabes, comme on le sait, ne sont pas écrites et selon l'adoption de l'une ou de l'autre (il y en a trois), le sens d'un mot, d'une phrase, ou même d'un texte entier, peut changer du tout au tout.

Or, la Vulgate officielle du Coran, « le Mushaf », a retenu certaines lectures et pas d'autres, et cela n'est pas innocent. L'exemple le plus frappant, celui précisément étudié par M. Arkoun concerne la sourate IV (Les Femmes) qui est le pilier des règles successorales dans le droit musulman. Le verset 12 serait particulièrement

obscur, à telle enseigne que le khalife Omar, lui même, ne savait comment l'interpréter, c'est-à-dire comment le Lire ! Toute une série d'anecdotes rapportent son angoisse à ce sujet et les interrogations des contemporains sur le sens à donner à un terme, et donc, à la phrase toute entière. J. Berque dans sa traduction récente du Coran, signale aussi quelques autres cas, sans les étudier, toutefois, en particulier.

Arkoun constate que la lecture dudit verset par les arabophones qui ont mémorisé le Coran est celle retenue et imposée par l'exégèse officielle depuis Tabari. Au contraire, celle effectuée par des personnes guidées uniquement par une compétence grammaticale de l'Arabe se porte, au contraire, sur les lectures écartées précisément...

Au départ, l'exégèse officielle n'a pas hésité à trancher définitivement, sur des points parfaitement obscurs, tout en proclamant son respect de la parole de Dieu.

L'orthodoxie musulmane en matière de lecture et d'exégèse du Coran a, systématiquement, écarté toutes les autres lectures, a même éliminé des lectures grammaticalement plus justes.

Il est vrai que cette sourate qui traite des problèmes successoraux soulève, en fait aussi, le statut de la femme en Islam.

On est bien obligé d'admettre que la parole de Dieu a été interprétée en fonction des idées communément admises alors, de la pression des coutumes de l'époque, en fonction « des stratégies de puissance et de contrôle de la circulation des biens dans la société. Ce sont là, en effet, les enjeux non avoués de toute législation sur les héritages » (Arkoun 1991). On ne peut être que conforté dans cette explication lorsqu'on se rend compte, par exemple, que les versets II, 180, 182 et 240 ont été tout simplement déclarés « abrogés » (par le verset IV, 12 précité). Or, ces derniers donnaient entière liberté de tester, et insistaient même sur cette faculté. Voilà donc, une volonté humaine – celle des foqahas – qui décide de supprimer (ou de limiter selon les rites) la liberté de tester. Ce sont des législateurs humains qui se sont autorisés à manipuler des versets coraniques, à déclarer certains « abrogés », alors qu'ils figurent formellement dans le corpus coranique pour construire « une science des successions » où la femme (mère, épouse, sœur, fille) ne peut jamais avoir que la moitié de son pendant masculin mais surtout où, seuls des 'Acebs peuvent épuiser une succession. On assiste actuellement, à la multiplication des Acebs, des hommes majeurs, héritant sans vergogne, au détriment de fillettes en bas âge, au décès de leur père et se désintéressant totalement par la suite de leur sort. Ils ne prennent qu'une partie des prescriptions coraniques, celles qui les arrangent. Sans état d'âme, et plus grave, avec l'approbation de la société.

Les répercussions que ce type de succession entraîne sur les comportements économiques, sociaux et démographiques sont nombreuses et n'ont pas été toujours correctement analysées. Voilà donc des règles successorales, une science

des successions musulmanes qui traduisent en fait les contraintes socioéconomiques de l'époque, les règles de fonctionnement de ces sociétés ou plus exactement des groupes sociaux dominants qui étaient ceux où vivaient les premiers foqahas et qu'on prétend être celles édictées par Dieu, en tous temps et en tous lieux, de toute éternité !

De façon plus large et plus générale, on peut démontrer que le système de succession introduit par le Coran n'est pas en tout point celui imposé ultérieurement par les juristes (*foqahas* et *muphtis*, ...). De plus, certains Madhebs (écoles juridico religieuses) se révèlent être beaucoup plus « étroits » que d'autres, plus littéralistes.

Il y a aussi un corpus officiel clos, un « Mushaf » qui inclut tous les versets déclarés par ailleurs abrogés !

On a ainsi un exemple particulièrement illustratif de la formation d'un consensus, celui de la majorité qui, sans examen critique, écarte toutes les lectures minoritaires, non retenues, et n'en souffle mot. Qui n'essaie même pas de restituer la forme linguistique authentique de la Parole de Dieu.

Les enjeux théologiques, juridiques, sociaux et économiques et politiques se sont-ils révélés être les plus forts ?

Mais que l'on n'inculque pas à des générations de musulmans que le Mushaf actuel est la stricte parole de Dieu. Il a été fixé, lui aussi, par des hommes à un moment déterminé. Au delà de l'idéologie des mouvements islamistes qui visent des objectifs politiques déterminés, il faut dénoncer le joug de tous ceux qui, oulémas ou foqahas, se posent en gestionnaires attitrés et exclusifs de la Religion et du droit, en particulier (sinon exclusivement) de la famille, sans qu'aucun texte religieux vienne précisément légitimer leur rôle et leurs prétentions. S'il n'y a pas d'Eglise officielle, il existe un contrôle idéologique à tous les niveaux et qui s'impose paradoxalement à tous les groupes sociaux, surtout en certains aspects de la vie sociale. Ce contrôle insidieux se révèle être plus fort que n'importe quelle chape de n'importe quelle Eglise...

Un rapide coup d'œil sur l'histoire de la pensée et de la réflexion en Islam montrent que ces dernières durant la période de formation de la pensée musulmane (1^{er} au IV^e siècle de l'Hégire soit le VII^e siècle grégorien) puis de son épanouissement ultérieur furent dynamiques, conquérantes, audacieuses, ouvertes à tous les courants de pensée et qu'elles surent traduire et « digérer » toutes les sciences connues alors.

La tradition postérieure, (à partir d'une certaine période, différente selon les régions) scolastique et sclérosée, va s'opposer à toute idée nouvelle, à toute pensée vivifiante. Tout, est alors perçu comme « Bidaa », comme innovation dangereuse. C'est alors que l'on a déclaré close la porte de l'Idjtihad, de la réflexion critique, les tentatives de « réouverture » ne sont pas suffisamment vigoureuses et surtout

n'ont pas été diffusées, n'ont pas été prises en charge par les élites des pays musulmans. Ce que nous avons essayé de montrer, bien imparfaitement, à partir d'un point précis de lecture, peut être généralisé à l'ensemble de la lecture de l'Islam, qui nous semble être porteur de plusieurs lectures, tant du point de vue grammatical et linguistique, que surtout du point de vue métaphysique et philosophique. Ceci sans compter que dans l'Islam Classique ont fleuri tant des lectures exotériques (Dhahirites) qu'esotériques (Batinies), lesquelles ont privilégié les lectures allégoriques, en particulier pour les versets obscurs du Coran. Si l'on veut bien se donner la peine de le lire en entier, et donc, d'éclairer les parties par le tout, si l'on admet surtout que l'Islam est une Religion d'abord et avant tout, c'est-à-dire, porteur d'une morale, d'une spiritualité et d'une métaphysique, de normes et valeurs. Ceci sans compter qu'il peut y avoir des lectures à plusieurs niveaux.

La nécessité de l'Idjtihad est plus que jamais une réalité dans nos sociétés, d'un Idjtihad non pas comme simple exercice intellectuel portant sur des questions théologiques, mais, au contraire, en fonction des exigences de la construction de la société et donc de l'Etat, de la reconstruction de l'économie et de la reprise de l'initiative historique des sociétés dans les pays musulmans.

Pour faire face, pour relever les défis issus de l'efficacité intellectuelle, culturelle et matérielle imposée par l'Occident depuis au moins le XIXe siècle, il faut rompre avec tous ceux qui ont la prétention d'une connaissance directe et infaillible de la parole de Dieu et de ses intentions. Il faut rompre surtout, avec ceux qui prétendent avec des lois humaines, fixer de façon adéquate le Code divin des normes, de toute conduite, voire de toute pensée et tendent à imposer l'épreuve d'obéissance, à tous et à toutes, y compris par toutes les formes de violences même physiques.

Pour le propos qui nous concerne, il faut surtout sortir d'un ghetto intellectuel unique dans son genre et qui prétend subordonner à une certaine lecture de la religion, l'ensemble des activités humaines. Il faut donc établir, clairement, la distinction entre transcendance coranique et contingences historiques des pays musulmans, Islam et enjeux de pouvoir politiques et économiques.

Si pour beaucoup d'auteurs, comme El Ashmawawy par exemple, les Musulmans auraient été incapables d'établir une distinction claire, jusqu'à ce jour, entre transcendance et Histoire, Ethique et Pratique, sa thèse « Dieu voulait que l'Islam fût une religion, mais les hommes ont voulu en faire une politique » peut être étendue à l'économique. En effet, le Coran, les Hadiths sont brusquement sollicités comme corpus de recettes politiques, de recettes économiques.

Al Ashmawy, entre autres, (mais il n'est pas le seul) a bien restitué au droit musulman son historicité et sa temporalité en distinguant clairement *Charîâ* : voie idéale, morale transcendante et *Figb* : construction humaine des juristes (foqahas) musulmans.

Finalement ce sont les Musulmans de pays musulmans, les élites de pays musulmans qu'il faut incriminer. Ils ont laissé le monopole de la lecture, de l'interprétation à des « oulémas » à des « foqahas » qui ignorent l'Histoire, (et, plus grave l'évolution du Monde) y compris celle du Monde musulman. Or, le Coran lui-même, lui fait sa place largement ; c'est ce que montre clairement, et de façon stimulante la traduction magistrale de J. Berque.

En matière de construction théologico-juridique (les fameux quatre Madhabs (traduits improprement par rites³, de l'orthodoxie sunnite). On ne voit pas vraiment ce qui empêcherait de défaire par des hommes ce que des hommes ont fait et d'aller dans le sens de l'Histoire, du progrès et de la modernité en proposant des relectures concernant des aspects précis de droit musulman ou des interdictions de toutes sortes, voire de prescriptions. Il faut dire que certaines sont tombées en désuétude. La plupart des différentes branches du droit ont été largement « européennes » avec certains effets bénéfiques, et d'autres nettement moins, voire nocifs, sans pour autant déclencher le « développement » et le progrès postulé de toute la société, sans pour autant, surtout déclencher de réprobation généralisée.

Il faut noter l'exception du statut personnel, c'est-à-dire, en fait, du statut et de la condition de la femme qui présente une étonnante pérennité, peut-être que le jour où arrivera à s'imposer à la conscience de tous ceux qui se prétendent musulmans que cette dernière ne constitue pas un être inférieur, ils commenceraient à être eux mêmes, des êtres libres. Libres de réfléchir et de penser, libres d'agir. Les blocages résident dans l'esprit, la conscience et la raison des Musulmans eux mêmes qui n'hésitent pas, par ailleurs à transgresser allègrement beaucoup « d'interdits », à les tourner de la façon la plus astucieuse possible quand ils en ressentent le besoin mais qui ne remettent pas en cause leur domination sur leurs propres femmes.

Finalement, le fait que de telles questions soient posées et que s'y intéressent même des économistes, cela résulte, au delà de la crise économique, d'une crise des valeurs sans précédent dans les pays musulmans. Les sociétés musulmanes ne semblent pas encore avoir produit des modes d'organisation efficaces, des principes de régulation admis par tous, bref des normes et valeurs qui les légitiment.

Notes

1. Dans le sens de donner « forme » et non de donner de l'information.
2. Cette expression que nous avons créée est plus récente que l'ensemble du texte. Elle renvoie, par dérision, à la couche des importateurs qui baptisent leurs « sociétés d'import-export », alors qu'ils n'exportent rien ... Elle a fait florès dans la presse.
3. En fait, école de pensée, et de façon plus large, construction juridique.

